Chapitre III

Assurance-invalidité et des survivants

Article 186

1. — Pour les personnes qui, à la date du transfert de la souveraineté, jouissent d'une prestation et ont leur domicile en Haute Silésie polonaise, la Pologne assume l'obligation de leur fournir, sans distinction de nationalité, à partir du premier du mois suivant, les mêmes prestations qui leur étaient fournies par un Institut allemand d'assurance ou un établissement spécial agréé, y compris, dans le cas de rentes, les allocations additionnelles du Reich.

2. — Les personnes qui, à la date du transfert de la souveraineté, jouissent d'une prestation et ont leur domicile dans la partie allemande du territoire plébiscité, continueront, sans distinction de nationalité, à recevoir cette prestation, y compris, dans le cas d'une rente, l'allocation additionnelle du Reich.

3. — Les assurés obligatoires aux termes du livre IV du Code des Assurances sociales de l'Allemagne, qui ont leurs occupations, à la date du transfert de la souveraineté, dans la partie polonaise du territoire plébiscité, sont considérés, sans distinction de nationalité, comme relevant, depuis le moment où ils sont assurés, de l'Institut d'assurance qui sera créé par le Gouvernement polonais pour cette partie du territoire. Toutes les cotisations qu'ils ont versées jusqu'à la date du transfert de la souveraineté, seront considérées comme ayant été versées au dit Institut polonais. Il en est de même en ce qui concerne les assurés facultatifs domiciliés dans la partie polonaise du territoire plébiscité à la date du transfert de la souveraineté.

4. — Les rentes seront payées en monnaie allemande. Si, à la place de la monnaie allemande, une monnaie polonaise est introduite avec cours légal en Haute Silésie polonaise, les rentes pourront dès ce moment être payées dans cette monnaie d'après le cours du change du dix du mois qui précède la date de l'échéance. Les dispositions de l'article 307, paragraphe 4, alinéas 2 et 3, s'appliquent en ce qui concerne la détermination du cours du change.

Article 187

A dater du transfert de la souveraineté, les timbres de cotisation de la *Landesversicherungsanstalt Schlesien* ne seront plus employés dans la Haute Silésie polonaise. Le Gouvernement polo-

Kapitel III

Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung

Artikel 186

(1) Für Personen, die am Tage des Überganges der Staatshoheit im Genuß einer Leistung sind und ihren Wohnsitz in Polnisch-Oberschlesien haben, übernimmt Polen vom Beginn des nächsten Monats ab die von einer deutschen Versicherungsanstalt oder Sonderanstalt gewährten Leistungen ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Berechtigten oder Empfänger. Bei den Renten gilt dies auch für den Reichszuschuß.

(2) Personen, die am Tage des Überganges der Staatshoheit im Genuß einer Leistung sind und ihren Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets haben, erhalten ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit diese Leistungen weiter, bei den Renten auch den Reichszuschuß.

(3) Vom Übergange der Staatshoheit ab gelten die nach dem vierten Buche der Reichsversicherungsordnung versicherungspflichtigen Personen, die an diesem Tage im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets beschäftigt sind, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit als vom Beginn ihres Versicherungsverhältnisses an bei der Versicherungsanstalt versichert, die von der polnischen Regierung für dieses Gebiet eingerichtet wird. Alle bis dahin von ihnen entrichteten Beiträge gelten als an diese Anstalt entrichtet. Das gleiche gilt für die freiwillig Versicherten, die am Tage des Überganges der Staatshoheit ihren Wohnsitz im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets haben.

(4) Die Renten sind in deutscher Reichsmark zu zahlen. Wird an Stelle der deutschen Reichsmark in Polnisch-Oberschlesien die polnische Währung eingeführt, so können vom Inkrafttreten des Währungswechsels ab die Renten in polnischer Währung umgerechnet zum Tageskurse am 10. des dem Fälligkeitstage vorangehenden Monats gezahlt werden. Auf die Berechnung des Tageskurses finden die Bestimmungen des Artikel 807 § 4 Abs. 2 und 3 Anwendung.

Artikel 187

Beitragsmarken der Landesversicherungsanstalt Schlesien werden vom Übergange der Staatshoheit ab in Polnisch-Oberschlesien nicht mehr verwendet. Die polnische Regierung wird für dieses Gebiet Bei-

nais émettra pour ce territoire des timbres de cotisation dont la valeur sera déterminée en monnaie allemande. Le Gouvernement allemand s'engage à fournir sur demande au Gouvernement polonais, contre remboursement des frais, les timbres de cotisations et les cartes-quittances nécessaires pour assurer pendant l'année 1922 le fonctionnement des assurances en question en Haute Silésie polonaise.

Article 188

1. — Lors de la fixation des rentes à payer aux assurés ou à leurs survivants par l'Institut polonais d'assurances sociales, il sera tenu compte des cotisations valablement payées pour la période antérieure à la date du transfert de la souveraineté, conformément aux dispositions de la législation allemande, à un Institut allemand d'assurances sociales. Il sera tenu compte, de la même manière, des faits tenant lieu de cotisation.

2. — De part et d'autre, il sera tenu compte, lors de la fixation des prestations dues en vertu de l'assurance-invalidité et des survivants, des cotisations valablement payées pour la période postérieure à la date du transfert de la souveraineté, à des institutions allemandes chargées de l'assurance ou à l'institution polonaise chargée de l'assurance dans le territoire plébiscité, ainsi que des faits tenant lieu de cotisation qui se sont produits après cette date, et cela tant en ce qui concerne la période d'attente et les droits expectatifs aux prestations (*Anwartschaft*) que la fixation de la rente.

3. — Les rentes au paiement desquelles, conformément à ce qui précède, doivent participer des Instituts d'assurances sociales des deux pays, seront à la charge de ces Instituts dans la proportion des cotisations qu'ils auront reçues. L'Institut qui aura fixé le montant de la rente et versera celle-ci, recevra de l'autre une somme égale au capital constitutif de la part de rente dont le paiement incombe à ce dernier.

4. — Le capital en question sera calculé d'après un tarif qui sera établi par voie d'accord entre les deux Gouvernements. Le règlement de comptes entre les deux Gouvernements se fera annuellement, aussitôt que possible après le 1er janvier.

5. — Vis-à-vis de l'ayant droit, c'est à l'Institut d'assurances sociales qui a fixé le montant de la rente qu'incombe l'obligation de faire le versement. Quant aux allocations additionnelles de l'État et aux suppléments de rentes (*Rentenerhöhung*), ils sont à la charge de l'État auquel appartient l'Institut d'assurances sociales qui a fixé le montant de la rente.

tragsmarken mit Wertangabe in deutscher Reichsmark ausgeben. Die deutsche Regierung verpflichtet sich, der polnischen Regierung auf ihren Wunsch die zur Durchführung der Versicherung in Polnisch-Oberschlesien für das Jahr 1922 erforderlichen Beitragsmarken und Quittungskarten gegen Erstattung der Kosten zu liefern.

Artikel 188

(1) Bei der Berechnung der von der polnischen Versicherungsanstalt festzustellenden Renten, die den Versicherten oder ihren Hinterbliebenen zustehen, werden die bis zum Übergange der Staatshoheit an eine deutsche Anstalt gültig entrichteten Beiträge gemäß den deutschen gesetzlichen Bestimmungen berücksichtigt. Dieselbe Berücksichtigung finden die ihnen gleich zu erachtenden Ersatztatsachen.

(2) Die für die Zeit nach dem Übergange der Staatshoheit an deutsche Versicherungsträger oder an den polnischen Versicherungsträger im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets gültig entrichteten Beiträge und die nach diesem Tage entstandenen Ersatztatsachen werden bei der Feststellung der Leistungen aus der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung gegenseitig berücksichtigt, und zwar sowohl bei der Prüfung der Wartezeit und der Anwartschaft, als auch bei der Berechnung der Rente.

(3) Renten, an denen hiernach Versicherungsanstalten der beiden Staaten beteiligt sind, werden auf diese Anstalten nach dem Verhältnisse der ihnen zugeflossenen Beiträge verteilt. Die Anstalt, welche die Rente festgestellt hat und zahlt, erhält von der anderen Anstalt den Kapitalwert des auf sie entfallenden Rentenanteils.

(4) Der Kapitalwert ist nach einem von beiden Regierungen zu vereinbarenden Tarife zu berechnen. Die Abrechnung erfolgt alljährlich alsbald nach Schluß des Kalenderjahres.

(5) Dem Berechtigten gegenüber ist die Anstalt, von der die Rente festgestellt worden ist, zur Zahlung verpflichtet. Den Reichszuschuß und die Rentenerhöhung trägt der Staat, dessen Anstalt die Rente festgestellt hat.

Article 189

A dater du transfert de la souveraineté, l'assurance facultative ne sera permise aux personnes domiciliées dans le territoire plébiscité qu'auprès d'Instituts d'assurances sociales de leur propre pays.

Article 190

1. — L'autorité compétente dans le territoire plébiscité pour recevoir toutes demandes de prestations en vertu de l'assurance-invalidité et des survivants, est l'Office d'assurance (*Versicherungsamt*) dans le ressort duquel l'assuré a rempli en dernier lieu une occupation impliquant pour lui l'assurance obligatoire. Si l'assuré est en dernier lieu assuré facultatif, c'est l'Office d'assurance du domicile qui est compétent.

2. — La fixation des prestations et le versement des rentes incombent à l'Institut d'assurances sociales qui a reçu les dernières cotisations.

3. — Dans les cas visés à l'article 188, l'Institut auquel incombe la fixation de la rente devra, avant de rendre sa décision, présenter pour avis le dossier à l'Institut compétent de l'autre partie du territoire plébiscité.

4. — Si plusieurs Instituts allemands d'assurance sont engagés dans une même affaire d'assurance donnant lieu au paiement d'une rente, et que la fixation du montant de cette rente incombe à l'Institut polonais d'assurances sociales, c'est la *Landesversicherungsanstalt Schlesien* qui représente les Instituts allemands d'assurance.

5. — Dans les cas prévus aux alinéas 3 et 4 du présent article, les Instituts d'assurance de l'une des parties peuvent provoquer les enquêtes et introduire les recours permis par le Code des Assurances sociales de l'Allemagne, auprès des Instituts d'assurance et des autorités de l'autre partie.

Article 191

1. — Si une personne à qui la Pologne est tenue de payer une rente conformément à l'article 186, alinéa 1, transfère son domicile de la partie polonaise dans la partie allemande du territoire plébiscité, l'institution allemande chargée de l'assurance qui est compétente assumera le paiement de la rente à partir du premier du mois qui suit le changement de domicile. Le Gouvernement polonais versera dans ce cas au Gouvernement

Artikel 189

Das Recht der freiwilligen Versicherung steht den im Abstimmungsgebiete wohnenden Personen vom Übergange der Staatshoheit ab nur bei den Versicherungsanstalten ihres eigenen Staates zu.

Artikel 190

(1) Für die Anträge auf Leistungen der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung ist innerhalb des Abstimmungsgebiets das Versicherungsamt zuständig, in dessen Bezirk der Versicherte zuletzt versicherungspflichtig beschäftigt war. War der Versicherte zuletzt freiwillig versichert, so ist das Versicherungsamt des Wohnsitzes zuständig.

(2) Für die Feststellung der Leistungen und für die Zahlung der Rente ist die Versicherungsanstalt zuständig, an die zuletzt Beiträge entrichtet worden sind.

(3) In den Fällen des Artikels 188 hat die für die Feststellung der Rente zuständige Anstalt die Akten vor der Bescheiderteilung der für den anderen Teil des Abstimmungsgebiets zuständigen Anstalt zur Äußerung vorzulegen.

(4) Sind in einem Rentenverfahren, in dem die Feststellung der polnischen Anstalt obliegt, auf deutscher Seite mehrere Anstalten beteiligt, so vertritt die Landesversicherungsanstalt Schlesien die deutschen Versicherungsanstalten.

(5) In den Fällen der Abs. 3 und 4 dieses Artikels kann die Versicherungsanstalt des einen Staates bei der des anderen Staates Beweiserhebungen beantragen und die nach der Reichsversicherungsordnung zulässigen Rechtsmittel einlegen.

Artikel 191

(1) Verlegt ein Berechtigter, für den Polen die Rente nach Artikel 186 Abs. 1 zu zahlen hat, seinen Wohnsitz aus dem polnischen nach dem deutschen Teile des Abstimmungsgebiets, so übernimmt der zuständige deutsche Versicherungsträger vom Beginn des auf die Wohnsitzverlegung folgenden Monats ab die Rente. Die polnische Regierung überweist der deutschen Regierung in diesem Falle den nach dem Alter des Berechtigten zur Zeit der Wohnsitzver-

allemand une somme égale au capital constitutif de la rente, en prenant comme base l'âge de l'ayant droit au moment du changement de domicile et sans tenir compte des allocations additionnelles de l'État ni des suppléments de rente.

2. — Si une personne qui, à la date du transfert de la souveraineté, avait droit à une rente et était domiciliée dans la partie allemande du territoire plébiscité, transfère son domicile dans la partie polonaise, l'institution polonaise chargée de l'assurance qui est compétente assumera de la même manière le paiement de la rente, et le Gouvernement allemand versera au Gouvernement polonais une somme égale au capital constitutif de la rente telle qu'elle est définie à l'alinéa 1.

3. — Ces dispositions sont applicables en cas de changement réitéré de domicile.

Article 192

1. — Si une personne à qui l'Institut d'assurance compétent pour la Haute Silésie polonaise a accordé une rente après la date du transfert de la souveraineté, transfère son domicile de la partie polonaise dans la partie allemande du territoire plébiscité, l'institution allemande chargée de l'assurance qui est compétente, assumera le paiement de la rente à partir du premier du mois qui suit le changement de domicile. Dans ce cas, le Gouvernement polonais versera au Gouvernement allemand une somme égale au capital constitutif de la rente telle qu'elle est définie à l'alinéa 1 de l'article 191.

2. — Les mêmes dispositions s'appliquent *mutatis mutandis* au cas où une personne qui était domiciliée dans la partie allemande du territoire plébiscité et à qui une rente a été accordée, après la date du transfert de la souveraineté, par l'Institut d'assurance compétent de la partie allemande, transfère son domicile dans la partie polonaise.

Article 193

1. — Les dispositions de l'article 188, alinéas 2 et 3, et des articles 191 et 192, ne seront applicables que tant que les dispositions de fond de la législation en matière d'assurance-invalidité et des survivants concorderont dans les deux parties du territoire plébiscité et que le mark allemand sera la seule monnaie ayant cours légal dans la Haute Silésie polonaise. Les dispositions des articles 191 et 192 ne seront en tout cas pas applicables après le 31 décembre 1926.

legung berechneten Kapitalwert der Rente; der Reichszuschuß und die Rentenerhöhung bleiben dabei außer Ansatz.

(2) Verlegt ein Berechtigter, der am Tage des Überganges der Staatshoheit rentenberechtigt war und seinen Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebietes hatte, seinen Wohnsitz nach dem polnischen Teile, so übernimmt der zuständige polnische Versicherungsträger in gleicher Weise die Rente, und die deutsche Regierung überweist der polnischen Regierung den gemäß Abs. 1 berechneten Kapitalwert der Rente.

(3) Bei wiederholter Änderung des Wohnsitzes gilt entsprechendes.

Artikel 192

(1) Verlegt ein Berechtigter, dem nach dem Übergange der Staatshoheit von der für Polnisch-Oberschlesien zuständigen Versicherungsanstalt eine Rente bewilligt worden ist, seinen Wohnsitz von dem polnischen in den deutschen Teil des Abstimmungsgebiets, so übernimmt der zuständige deutsche Versicherungsträger vom Beginn des auf die Wohnsitzverlegung folgenden Monats ab die Weiterzahlung der Rente. Die polnische Regierung überweist der deutschen Regierung in diesem Falle den gemäß Artikel 191 Abs. 1 berechneten Kapitalwert der Rente.

(2) Dasselbe gilt entsprechend für den Fall, daß ein Berechtigter, der im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets wohnte, und dem nach dem Übergange der Staatshoheit eine Rente von der für den deutschen Teil zuständigen Anstalt bewilligt worden ist, seinen Wohnsitz in den polnischen Teil verlegt.

Artikel 193

(1) Die Bestimmungen der Artikel 188 Abs. 2 und 3, 191 und 192 finden nur Anwendung, solange die Gesetzgebung auf dem Gebiete der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung in beiden Teilen des Abstimmungsgebiets in materieller Hinsicht übereinstimmt und die deutsche Mark das einzige gesetzliche Zahlungsmittel in Polnisch-Oberschlesien ist, die Artikel 191 und 192 jedoch längstens bis zum 31. Dezember 1926.

2. — En ce qui concerne le paragraphe 1313, N° 1, du Code des Assurances sociales de l'Allemagne, les parties allemande et polonaise du territoire plébiscité ne seront pas considérées par rapport l'une à l'autre comme « Ausland » pendant les délais prévus à l'alinéa 1 du présent article.

Article 194

Les deux Parties contractantes assument à titre de réciprocité le paiement des rentes et le versement des sommes prévues à l'article 191, même lorsque la rente a été accordée, conformément à l'article 190, à une personne domiciliée dans l'une des deux parties du territoire plébiscité, par l'Institut d'assurance compétent de l'autre partie.

Article 195

Les sommes payées par une institution chargée de l'assurance qui, d'après les articles précédents, n'est pas tenue de les payer, seront remboursées intégralement, mais sans intérêts, par l'institution chargée de l'assurance qui y est tenue d'après les dispositions du présent titre.

Chapitre IV
Assurance des employés

Article 196

1. — La Pologne assume l'obligation de fournir, sans distinction de nationalité, à partir du premier du mois qui suit la date du transfert de la souveraineté, aux personnes qui, à cette date, jouissent d'une prestation en vertu de la Loi allemande d'Assurance des employés et ont leur domicile en Haute Silésie polonaise, les mêmes prestations qui leur étaient fournies par l'Institut allemand d'assurance des employés (*Reichsversicherungsanstalt für Angestellte*) ou par une caisse libre agréée conformément au paragraphe 372 de la loi susmentionnée.

2. — Les assurés obligatoires aux termes de cette loi qui ont leurs occupations, à la date du transfert de la souveraineté, dans la partie polonaise du territoire plébiscité, ou les personnes qui entreprendront ultérieurement une occupation impliquant pour elles l'assurance obligatoire, ainsi que celles qui, dans cette partie du territoire, ont eu recours à l'assurance facultative, sont, sans distinction de nationalité, considérés, à dater du transfert de la souveraineté, comme relevant, depuis le moment où ils sont assurés, de l'Institut d'assurance qui sera créé par le Gouvernement polonais pour cette partie du territoire.

(2) Für die Dauer des in Abs. 1 genannten Zeitraums gelten die beiden Teile des Abstimmungsgebiets im Verhältnis zueinander nicht als Ausland im Sinne des § 1313 Nr. 1 der Reichsversicherungsordnung.

Artikel 194

Die gegenseitige Übernahme der Renten und die Überweisung der in Artikel 191 bezeichneten Beträge findet auch dann statt, wenn einem Berechtigten, der seinen Wohnsitz in dem einen Teil des Abstimmungsgebiets hat, nach Artikel 190 eine Rente von der für den anderen Teil zuständigen Versicherungsanstalt bewilligt worden ist.

Artikel 195

Beträge, die ein nach den vorhergehenden Artikeln nicht verpflichteter Versicherungsträger gezahlt hat, werden zum Vorbetrage, jedoch ohne Zinsvergütung, von dem Versicherungsträger erstattet, der nach den Bestimmungen dieses Titels die Bezüge zu gewähren hat.

Kapitel IV
Angestelltenversicherung

Artikel 196

(1) Für Personen, die am Tage des Überganges der Staatshoheit auf Grund des Versicherungsgesetzes für Angestellte vom 20. Dezember 1911 im Genuß einer Leistung sind und ihren Wohnsitz in Polnisch-Oberschlesien haben, übernimmt Polen vom Beginne des nächsten Kalendermonats ab, ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Berechtigten, die Leistungen, die von der Reichsversicherungsanstalt für Angestellte oder von einer gemäß § 372 des Versicherungsgesetzes für Angestellte zugelassenen Ersatzkasse geschuldet werden.

(2) Die nach dem Versicherungsgesetze für Angestellte versicherungspflichtigen Personen, die im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets beschäftigt oder die später dort in ein Beschäftigungsverhältnis eingetreten sind, sowie die Personen, die dort vom Rechte der freiwilligen Versicherung Gebrauch gemacht haben, gelten vom Übergange der Staatshoheit ab, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, als vom Beginn ihres Versicherungsverhältnisses an bei der Versicherungsanstalt für versichert, die von der polnischen Regierung für dies Gebiet eingerichtet wird.

3. — Les prestations en espèces et les rentes seront payées en monnaie allemande. Si, à la place de la monnaie allemande, une monnaie polonaise est introduite avec cours légal en Haute Silésie polonaise, les prestations en espèces et les rentes pourront dès ce moment être payées dans cette monnaie au cours du change du dix du mois qui précède la date de l'échéance. Les dispositions de l'article 307, paragraphe 4, alinéas 2 et 3, s'appliquent en ce qui concerne la détermination du cours du change.

(3) Die baren Leistungen sind in deutscher Reichsmark zu zahlen. Wird an Stelle der deutschen Reichsmark in Polnisch-Oberschlesien die polnische Währung eingeführt, so können vom Inkrafttreten des Währungswechsels ab die Renten in polnischer Währung umgerechnet zum Tageskurse am 10. des dem Fälligkeitstage vorangehenden Kalendermonats gezahlt werden. Auf die Berechnung des Tageskurses finden die Bestimmungen des Artikel 307, § 4, Abs. 2 und 3 Anwendung.

Article 197

1. — Pour la fixation du montant des prestations dues aux assurés ou à leurs survivants, qui doivent être fixées par l'Institut polonais d'assurance des employés, il sera tenu compte, conformément aux dispositions de la législation allemande, des cotisations valablement payées, pour la période antérieure à la date du transfert de la souveraineté, à l'Institut allemand d'assurance des employés ou à une caisse libre agréée, ainsi que des faits tenant lieu de cotisation.

2. — De part et d'autre il sera tenu compte, lors de la fixation des prestations, des cotisations valablement payées pour la période postérieure à la date du transfert de la souveraineté, soit dans la partie allemande, soit dans la partie polonaise du territoire plébiscité, ainsi que des faits tenant lieu de cotisation qui se sont produits après cette date, et cela tant en ce qui concerne la période d'attente et les droits expectatifs aux prestations que la fixation du montant des prestations.

3. — Les prestations au paiement desquelles, conformément à ce qui précède, doivent participer des Instituts d'assurances des deux pays, seront à la charge de ces Instituts dans la proportion des cotisations qu'ils auront reçues. L'Institut qui aura fixé la prestation et la fournira, recevra de l'autre une somme égale au capital constitutif de la part de la prestation qui incombe à ce dernier.

4. — Le capital constitutif en question sera calculé selon un tarif qui sera établi par voie d'accord entre les deux Gouvernements. Le règlement de comptes entre les deux Gouvernements se fera annuellement aussitôt que possible après le 1er janvier.

5. — Vis-à-vis de l'ayant droit, c'est à l'Institut d'assurance qui a fixé la prestation qu'in-

Artikel 197

(1) Bei der Berechnung der von der polnischen Versicherungsanstalt festzustellenden Leistungen, die den Versicherten oder ihren Hinterbliebenen zustehen, werden die für die Zeit bis zum Übergange der Staatshoheit an die Reichsversicherungsanstalt für Angestellte oder an eine Ersatzkasse gültig entrichteten Beiträge und die ihnen gleich zu erachtenden Ersatztatsachen nach den deutschen gesetzlichen Bestimmungen berücksichtigt.

(2) Die für die Zeit nach dem Übergange der Staatshoheit im deutschen oder polnischen Teile des Abstimmungsgebiets gültig entrichteten Beiträge und die nach diesem Tage entstandenen Ersatztatsachen werden auch von der für den anderen Teil zuständigen Anstalt bei der Feststellung von Leistungen, sowohl bei der Prüfung der Wartezeit und der Anwartschaft, als auch bei der Berechnung der Leistungen, berücksichtigt.

(3) Leistungen, an denen hiernach Versicherungsanstalten der beiden Staaten beteiligt sind, werden auf diese Anstalten nach dem Verhältnis der ihnen zugeflossenen Beiträge verteilt. Die Anstalt, welche die Leistung festgestellt hat und zahlt, erhält von der anderen Anstalt den Kapitalwert des auf sie entfallenden Anteils.

(4) Der Kapitalwert ist nach einem von den beiden Regierungen zu vereinbarenden Tarife zu berechnen. Die Abrechnung erfolgt alljährlich alsbald nach Schluß des Kalenderjahrs.

(5) Dem Berechtigten gegenüber ist die Anstalt, von der die Leistung festgestellt worden ist, zur Zahlung

combe l'obligation de fournir la prestation. Lors de ce règlement de comptes, seules les prestations prescrites par la Loi allemande d'Assurance des employés du 20 décembre 1911 seront prises en considération. Il ne sera pas tenu compte des allocations de secours : celles-ci sont à la charge de l'Institut d'assurance qui les a fixées.

Article 198

1. — L'autorité compétente dans le territoire plébiscité pour recevoir toutes demandes de prestations en vertu d'assurances d'employés, est la commission des rentes (*Rentenausschuss*) dans le ressort de laquelle l'assuré a rempli en dernier lieu une occupation impliquant pour lui l'assurance obligatoire, ou l'autorité polonaise qui sera créée à la place de cette commission. Si l'assuré est en dernier lieu assuré facultatif, c'est la commission des rentes du domicile qui est compétente, ou l'autorité polonaise qui sera créée à la place de cette commission.

2. — La fixation des prestations et le versement des rentes incombent à l'Institut d'assurance qui a reçu les dernières cotisations.

3. — Dans les cas visés à l'article 197, alinéa 2, l'Institut auquel incombe la fixation des prestations devra, avant de rendre sa décision, soumettre pour avis le dossier à l'Institut compétent de l'autre partie du territoire plébiscité. L'Institut d'assurance de l'une des parties peut provoquer les enquêtes et introduire les recours permis par la Loi allemande d'Assurance des employés, auprès de l'Institut d'assurance et des autorités de l'autre partie.

Article 199

1. — Si une personne à qui la Pologne est tenue de fournir des prestations conformément à l'article 196, alinéa 1, transfère son domicile de la partie polonaise dans la partie allemande du territoire plébiscité, l'Institut allemand d'assurance des employés prendra à sa charge les prestations à partir du premir du mois qui suit le changement de domicile. Le Gouvernement polonais versera dans ce cas au Gouvernement allemand une somme égale au capital constitutif des prestations, en prenant comme base l'âge de l'ayant droit au moment du changement de domicile, et sans tenir compte des allocations de secours.

2. — Si une personne qui, à la date du transfert de la souveraineté, avait droit à une prestation

verpflichtet. Bei der Abrechnung werden nur die auf dem Versicherungsgesetze für Angestellte selbst beruhenden Leistungen berücksichtigt. Beihilfen bleiben außer Betracht, sie fallen der Versicherungsanstalt zur Last, die sie festgesetzt hat.

Artikel 198

(1) Für die Anträge auf Leistungen aus der Angestelltenversicherung ist innerhalb des Abstimmungsgebiets der Rentenausschuß zuständig, in dessen Bezirk der Versicherte zuletzt beschäftigt worden war, oder die für ihn zu errichtende polnische Stelle, und sofern er zuletzt freiwillig versichert war, der Rentenausschuß des Wohnsitzes oder die für ihn zu errichtende polnische Stelle.

(2) Für die Feststellung der Leistungen und für die Zahlung der Staaten ist die Versicherungsanstalt zuständig, an die zuletzt Beiträge entrichtet worden sind.

(3) In den Fällen des Artikels 197 Abs. 2 hat die für die Feststellung der Leistungen zuständige Anstalt die Akten vor der Bescheiderteilung der für den anderen Teil des Abstimmungsgebiets zuständigen Anstalt zur Äußerung vorzulegen. Die Anstalt des einen Staates kann bei der des anderen Staates Beweiserhebungen beantragen und die nach dem Versicherungsgesetz für Angestellte zulässigen Rechtsmittel einlegen.

Artikel 199

(1) Verlegt ein Berechtigter, für den Polen die Leistungen nach Artikel 196 Abs. 1 zu gewähren hat, seinen Wohnsitz aus dem polnischen nach dem deutschen Teile des Abstimmungsgebiets, so übernimmt die Reichsversicherungsanstalt für Angestellte vom Beginn des auf die Wohnsitzverlegung folgenden Monats ab die Leistungen. Die polnische Regierung überweist der deutschen Regierung in diesem Falle den nach dem Alter des Berechtigten zur Zeit der Wohnsitzverlegung berechneten Kapitalwert der Leistungen ohne die Beihilfen.

(2) Verlegt ein Berechtigter, der am Tage des Überganges der Staatshoheit anspruchsberechtigt war

et était domiciliée dans la partie allemande du territoire plébiscité, transfère son domicile dans la partie polonaise, l'institution polonaise chargée de l'assurance qui est compétente prendra de la même manière les prestations à sa charge, et le Gouvernement allemand versera au Gouvernement polonais une somme égale au capital constitutif des prestations telle qu'elle est définie à l'alinéa 1.

3. — Ces dispositions sont applicables en cas de changement réitéré de domicile.

Article 200

1. — Si une personne à qui l'Institut d'assurance compétent pour la Haute Silésie polonaise a accordé une prestation après la date du transfert de la souveraineté, transfère son domicile de la partie polonaise dans la partie allemande du territoire plébiscité, l'Institut allemand d'assurance des employés assumera le paiement des prestations à partir du premier du mois qui suit le changement de domicile. Dans ce cas, le Gouvernement polonais versera au Gouvernement allemand une somme égale au capital constitutif des prestations telle qu'elle est définie à l'alinéa 1 de l'article 199.

2. — Les mêmes dispositions s'appliquent *mutatis mutandis* au cas où une personne qui était domiciliée dans la partie allemande du territoire plébiscité et à qui une prestation a été accordée, après la date du transfert de la souveraineté, par l'Institut allemand d'assurance des employés ou par une caisse libre agréée, transfère son domicile en Haute Silésie polonaise.

Article 201

1. — Les dispositions de l'article 197, alinéa 2, et des articles 199 et 200, ne seront applicables que tant que les dispositions de fond de la législation en matière d'assurance des employés concorderont dans les deux parties du territoire plébiscité et que le mark allemand sera la seule monnaie ayant cours légal en Haute Silésie polonaise. Les dispositions des articles 199 et 200 ne seront en tout cas pas applicables après le 31 décembre 1926.

2. — En ce qui concerne les paragraphes 47 et 76 de la Loi allemande d'Assurance des employés, les parties allemande et polonaise du territoire plébiscité ne seront pas considérées par rapport l'une à l'autre comme « Ausland » pendant les délais prévus à l'alinéa 1 du présent article.

und seinen Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets hatte, seinen Wohnsitz nach dem polnischen Teile, so übernimmt der zuständige polnische Versicherungsträger in gleicher Weise die Leistungen, und die deutsche Regierung überweist der polnischen Regierung den gemäß Abs. 1 berechneten Kapitalwert der Leistungen.

(3) Bei wiederholter Änderung des Wohnsitzes gilt entsprechendes.

Artikel 200

(1) Verlegt ein Berechtigter, dem von der für Polnisch-Oberschlesien zuständigen Versicherungsanstalt nach dem Übergange der Staatshoheit eine Leistung bewilligt worden ist, seinen Wohnsitz aus dem polnischen Teile des Abstimmungsgebiets in den deutschen Teil, so übernimmt die Reichsversicherungsanstalt für Angestellte vom Beginne des auf die Wohnsitzverlegung folgenden Monats ab die Weiterzahlung der Leistungen. Die polnische Regierung überweist der deutschen Regierung in diesem Falle den gemäß Artikel 199 Abs. 1 berechneten Kapitalwert der Leistungen.

(2) Dasselbe gilt entsprechend für den Fall, daß ein Berechtigter, der im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets wohnte, und dem nach dem Übergange der Staatshoheit eine Leistung von der Reichsversicherungsanstalt für Angestellte oder von einer zugelassenen Ersatzkasse bewilligt worden ist, seinen Wohnsitz in den polnischen Teil verlegt.

Artikel 201

(1) Die Bestimmungen der Artikel 197 Abs. 2, 199 und 200 finden nur Anwendung, solange die Gesetzgebung auf dem Gebiete der Angestelltenversicherung in beiden Teilen des Abstimmungsgebiets in materieller Hinsicht übereinstimmt und die deutsche Reichsmark das einzige gesetzliche Zahlungsmittel in Polnisch-Oberschlesien ist, die Artikel 199 und 200 jedoch längstens bis zum 31. Dezember 1926.

(2) Für die Dauer des im Abs. 1 bezeichneten Zeitraums gelten die beiden Teile des Abstimmungsgebiets im Verhältnis zueinander nicht als Ausland im Sinne der §§ 47 und 76 des Versicherungsgesetzes für Angestellte.

Article 202

Les deux Parties contractantes prennent à leur charge, à titre de réciprocité, la fourniture des prestations, ainsi que le versement des sommes prévues à l'article 199, même lorsque la prestation a été accordée, conformément à l'article 198, à une personne domiciliée dans l'une des deux parties du territoire plébiscité par l'Institut d'assurance compétent de l'autre partie.

Article 203

Les sommes qui auront été payées par une institution chargée de l'assurance qui, d'après les articles précédents, n'est pas tenue de les payer, seront remboursées intégralement, mais sans intérêts, par l'institution chargée de l'assurance qui est tenue, d'après les dispositions du présent titre, de payer lesdites sommes.

Chapitre V

Dispositions transitoires et générales

Article 204

§ 1

Le mot domicile, dans le présent titre, sera interprété conformément à la notion de *Wohnort* dans le Code allemand des Assurances sociales en vigueur dans les deux parties du territoire plébiscité.

§ 2

1. — Le Gouvernement polonais reconnaîtra comme valables les décisions définitives et exécutoires, à la date du transfert de la souveraineté, prises tant par des institutions allemandes chargées de l'assurance que par des autorités compétentes en matière d'assurance, au sujet des revendications de rentes par des assurés de la Haute Silésie polonaise ou par leurs survivants.

2. — Pour autant qu'il n'y a pas encore de décision définitive et exécutoire et sans préjudice des dispositions de l'article 183, la procédure sera continuée par les institutions chargées de l'assurance et par les autorités de l'État qui sont tenues de fixer les prestations à dater du transfert de la souveraineté.

Article 205

1. — Dans les cas où les prestations dues en vertu de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité et des survivants, ainsi que de l'assurance des employés, doivent être prises à charge par

Artikel 202

Die gegenseitige Übernahme der Leistungen und die Überweisung der im Artikel 199 bezeichneten Beträge findet auch dann statt, wenn einem Berechtigten, der in dem einen Teile des Abstimmungsgebiets wohnt, nach Artikel 198 eine Leistung von der für den anderen Teil dieses Gebietes zuständigen Versicherungsanstalt bewilligt worden ist.

Artikel 203

Bezüge, die ein nach den vorhergehenden Artikeln nicht verpflichteter Versicherungsträger gezahlt hat, werden zum vollen Betrage, jedoch ohne Zinsvergütung, von dem Versicherungsträger erstattet, der nach diesem Abschnitt die Bezüge zu gewähren hat.

Kapitel V

Allgemeine und Übergangsbestimmungen

Artikel 204

§ 1

In diesem Titel wird das Wort Wohnsitz im Sinne des Begriffs Wohnort entsprechend der in beiden Teilen des Abstimmungsgebiets geltenden Reichsversicherungsordnung gebraucht.

§ 2

(1) Die beim Übergange der Staatshoheit rechtskräftigen Entscheidungen deutscher Versicherungsträger oder Versicherungsbehörden über Rentenansprüche von Versicherten aus Polnisch-Oberschlesien oder von deren Hinterbliebenen werden von der polnischen Regierung als rechtswirksam anerkannt.

(2) Soweit rechtskräftige Entscheidungen noch nicht vorliegen, und soweit sich nicht aus Artikel 183 ein anderes ergibt, wird das Verfahren von den Versicherungsträgern und von den Behörden des Staates fortgesetzt, denen vom Übergange der Staatshoheit ab die Feststellung der Leistungen obliegt.

Artikel 205

(1) Soweit Leistungen aus der Unfall-, Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung sowie aus der Angestelltenversicherung von polnischen Versicherungsträgern zu übernehmen sind, werden die betreffenden

des institutions polonaises chargées de l'assurance, les dossiers seront mis à la disposition du Gouvernement polonais.

2. — De plus, seront mis à la disposition du Gouvernement polonais: les cartes-quittances des Instituts d'assurance et les reçus de cotisation des établissements spéciaux agréés, pour les bénéficiaires de rentes d'assurance-invalidité et des survivants que la Pologne doit prendre à sa charge, ainsi que les comptes de cotisation tenus par l'Institut d'assurance des employés en ce qui concerne les assurés qui, à la date du transfert de la souveraineté, ont leur domicile ou leur occupation en Haute Silésie polonaise. Enfin, en cas de besoin, il sera procédé à un échange des cartes-quittances et des reçus de cotisation des assurés des deux parties du territoire plébiscité, et des dossiers qui se rapportent aux revendications des assurés d'une partie du territoire plébiscité contre les institutions chargées de l'assurance de l'autre.

3. — Chacun des deux Gouvernements mettra à la disposition de l'autre les documents de son administration des postes nécessaires pour le paiement des rentes.

4. — Chacun des deux Gouvernements s'engage à communiquer à l'autre les dossiers relatifs à l'assurance-maladie concernant les aussurés de l'autre partie du territoire plébiscité. Ceci vise entre autres les assurés qui, par suite du partage des caisses d'assurance-maladie, quittent la caisse dont ils relevaient.

5. — Le Gouvernement polonais veillera à ce que la *Sektion 2 der Schlesischen Eisen- und Stahlberufsgenossenschaft* puisse, lors du transfert de son siège en territoire allemand, emporter les dossiers et documents qui ne concernent pas des entreprises ou des assurés devenus polonais.

Article 206

1. — Les autorités et les institutions chargées de l'assurance de la partie allemande et de la partie polonaise du territoire plébiscité, se prêteront gratuitement assistance dans les affaires relatives à l'assurance des ouvriers et des employés. Toutefois, les débours (§ 117 du Code des Assurances sociales de l'Allemagne) seront remboursés, à moins que l'autre État n'exige pas lui-même le remboursement de tels débours.

2. La rédaction dans la langue officielle de l'une des deux Parties contractantes, de requêtes adressées aux autorités de l'autre, ne peut pas constituer pour celles-ci un motif de rejet.

3. L'emploi de la langue officielle de l'une des deux Parties contractantes dans la correspon-

Akten der polnischen Regierung zur Verfügung gestellt werden.

(2) Übergeben werden ferner die Quittungskarten der Versicherungsanstalten und die Beitragsbescheinigungen der Sonderanstalten für Empfänger der von Polen zu übernehmenden Renten aus der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung sowie die Beitragskonten der bei der Reichsversicherungsanstalt für Angestellte versicherten Personen, die am Tage des Überganges der Staatshoheit in Polnisch-Oberschlesien wohnen oder beschäftigt sind; endlich sollen im Falle des Bedürfnisses die Quittungskarten und die Beitragsbescheinigungen der Versicherten beider Gebiete und Akten, die sich auf Ansprüche der Versicherten gegen einen Versicherungsträger des einen oder des anderen Gebiets beziehen, gegenseitig ausgetauscht werden.

(3) Jede der beiden Regierungen wird der anderen die Aufzeichnungen der Postverwaltung, soweit sie für die Durchführung der Rentenzahlungen benötigt werden, zur Verfügung stellen.

(4) Beide Regierungen verpflichten sich, die Akten über die Krankenversicherung, die sich auf Versicherte aus dem anderen Teile des Abstimmungsgebiets beziehen, gegenseitig auszutauschen. Dies gilt insbesondere in Ansehung der Versicherten, die infolge der Teilung von Krankenkassen aus ihrer bisherigen Kasse ausscheiden.

(5) Die polnische Regierung wird dafür sorgen, daß die Sektion II der Schlesischen Eisen- und Stahlberufsgenossenschaft bei Verlegung ihres Sitzes auf deutsches Gebiet die Akten, die sich nicht auf polnisch werdende Betriebe und Versicherte beziehen, mitnehmen darf.

Artikel 206

(1) Die Behörden und Versicherungsträger des deutschen und des polnischen Teiles des Abstimmungsgebiets werden sich in Angelegenheiten der Arbeiter- und Angestelltenversicherung unentgeltlich Amtshilfe leisten. Jedoch werden bare Auslagen (§ 117 der Reichsversicherungsordnung) erstattet, es sei denn, daß von dem anderen Staate derartige bare Auslagen nicht berechnet werden.

(2) Die Abfassung von Eingaben an die Behörden des einen Staates in der amtlichen Sprache des anderen Staates darf keinen Grund für die Zurückweisung dieser Eingaben bilden.

(3) Im schriftlichen Verkehr der Behörden und Versicherungsträger der beiden Staaten unterein-

dance entre autorités et institutions chargées de l'assurance qui se rapporte à des questions traitées dans le présent titre, ne constitue pas une fin de non-recevoir.

Chapitre VI
Disposition financières

Article 207

1. — Le Gouvernement allemand versera au Gouvernement polonais, dans les deux semaines à dater du transfert de la souveraineté, la somme de 30 millions de marks allemands à valoir sur les sommes que la Pologne recevra lors du transfert des fonds mentionné à l'article 208.

2. — Ce versement sera imputé sur le règlement de comptes définitif.

Article 208

1. — Le transfert des fonds des assurances sociales et de l'État en ce qui concerne la Haute Silésie polonaise, sera réglé par un accord spécial conformément aux stipulations de l'article 312 du Traité de Paix de Versailles.

2. — On tiendra compte dans cet accord spécial des charges et obligations pécuniaires qui incombent à la Pologne en vertu des dispositions du présent titre.

3. — Le délai fixé par l'article 312, alinéa 4 du Traité de Paix de Versailles, court à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. — Avant l'expiration de ce délai, les deux Gouvernements se réservent d'instituer une Commission arbitrale spéciale pour régler toutes questions relatives au dit transfert de fonds. De cette Commission fera au moins partie un représentant de chacun des deux Gouvernements.

5. — Au moment où sera effectué ce transfert de fonds au Gouvernement polonais, l'Allemagne sera libérée des obligations incombant en vertu de sa législation aux institutions allemandes chargées de l'assurance dans la partie polonaise de la Haute Silésie.

Chapitre VII
Assurance du personnel des chemins de fer

Article 209

Les assurances obligatoires ainsi que facultatives du personnel des chemins de fer de la Haute Silésie polonaise — tant l'assurance-maladie et l'assurance-accidents que l'assurance-invalidité et

ander, soweit er im Rahmen der Durchführung dieses Titels erfolgt, bildet der Gebrauch der amtlichen Sprache des einen Staates keinen Grund für die Zurückweisung durch die Behörden und Versicherungsträger des anderen Staates.

Kapitel VI
Finanzielle Bestimmungen

Artikel 207

(1) Die deutsche Regierung wird der polnischen Regierung innerhalb von zwei Wochen nach dem Übergange der Staatshoheit den Betrag von 30 Millionen Mark in deutscher Währung als Vorschuß auf die Summe zahlen, die Polen bei der gemäß Artikel 208 vorzunehmenden Übertragung der Fonds erhalten wird.

(2) Dieser Betrag ist bei der allgemeinen Abrechnung zu berücksichtigen.

Artikel 208

(1) Die Übertragung der Fonds der sozialen und staatlichen Versicherungen bezüglich Polnisch-Oberschlesiens wird gemäß den Bestimmungen des Artikel 312 des Friedensvertrages von Versailles durch ein besonderes Abkommen geregelt werden.

(2) Dabei wird die Auseinandersetzung über die sich aus diesem Titel ergebenden Verpflichtungen und Belastungen des polnischen Staates zu erfolgen haben.

(3) Die im Artikel 312 Abs. 4 des Friedensvertrags von Versailles bezeichnete Frist beginnt am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens.

(4) Vor Ablauf dieser Frist behalten sich beide Regierungen vor, ein besonderes Schiedsgericht einzusetzen, das Fragen, die sich auf die Übertragung der Fonds beziehen, regeln soll. Diesem Schiedsgericht wird mindestens je ein Vertreter der beiden Regierungen angehören.

(5) Mit der Übertragung der Fonds an den polnischen Staat wird das Deutsche Reich von den Verpflichtungen frei, die den deutschen Versicherungsträgern nach den gesetzlichen Bestimmungen in Polnisch-Oberschlesien obliegen.

Kapitel VIII
Versicherungen des Eisenbahnpersonals

Artikel 209

Die gesetzlichen und freiwilligen Versicherungen für das Eisenbahnpersonal in Polnisch-Oberschlesien, und zwar die Kranken-, Unfall-, Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung sowie die Zusatzversiche-

des survivants, ainsi que l'assurance additionnelle à l'assurance-invalidité et des survivants *(Abteilung B der Arbeiterpensionskasse)*, l'assurance à la caisse-maladie et des survivants, appelée auparavant *« Verbandskrankenkasse »* et l'assurance des employés, — seront, à dater du transfert de la souveraineté, continuées par les autorités ou Instituts polonais. L'assurance du personnel des chemins de fer de la partie allemande du territoire plébiscité continuera à être du ressort des autorités ou Instituts allemands.

Article 210

§ 1

1. — La caisse-maladie d'entreprise de l'*Eisenbahndirektionsbezirk Kattowitz* cessera de fonctionner à dater du transfert de la souveraineté. A cette date, il sera créé, d'une part pour le personnel des chemins de fer occupé dans la partie allemande du territoire plébiscité, et d'autre part pour celui occupé dans la partie polonaise, deux nouvelles caisses-maladie d'entreprise distinctes.

2. — Jusqu'au transfert définitif des fonds visé à l'article 208, le Comité directeur de la caisse-maladie d'entreprise fonctionnant avant le transfert de la souveraineté administrera tous les fonds de la caisse. La caisse-maladie d'entreprise polonaise créée en Haute Silésie polonaise recevra, dans les deux semaines à dater du transfert de la souveraineté, une somme d'un million et demi de marks allemands en espèces, provenant des réserves de la caisse-maladie d'entreprise fonctionnant avant le transfert de la souveraineté. Cette somme sera prélevée sur le versement à effectuer lors du transfert des fonds visé à l'article 208 ; on se reportera à la date du 1er janvier 1922 en ce qui concerne les fonds à transférer suivant l'article 312 du Traité de Paix de Versailles.

3. — Le Comité directeur de la caisse-maladie d'entreprise fonctionnant avant le transfert de la souveraineté, versera dans les mêmes conditions une somme de quatre millions et demi de marks allemands provenant de ses fonds, à la caisse-maladie d'entreprise de la partie allemande du territoire plébiscité.

4. — Un représentant désigné par le Gouvernement polonais aura le droit, depuis le moment du transfert de la souveraineté jusqu'à celui du transfert des fonds d'examiner les livres du Comité directeur qui administre l'ensemble des

rung zur Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung (Abteilung B der Arbeiterpensionskasse), die Versicherung bei der Kranken- und Hinterbliebenenkasse (früher Verbandskrankenkasse) und die Angestelltenversicherung werden vom Tage des Überganges der Staatshoheit von den polnischen Stellen weitergeführt. Die Versicherung des Eisenbahnpersonals im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets verbleibt bei den deutschen Stellen.

Artikel 210

§ 1

(1) Die Betriebskrankenkasse für den Eisenbahndirektionsbezirk Kattowitz wird mit dem Tage des Überganges der Staatshoheit geschlossen. An diesem Tage wird für die im deutschen und für die im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets beschäftigten Eisenbahnbediensteten je eine neue Betriebskrankenkasse errichtet.

(2) Bis zur endgültigen Übertragung des Fonds gemäß Artikel 208 verwaltet der Vorstand der vor dem Übergange der Staatshoheit bestehenden Betriebskrankenkasse das gesamte Kassenvermögen. Die im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets errichtete polnische Betriebskrankenkasse erhält binnen zwei Wochen nach Übergang der Staatshoheit aus den angesammelten Reserven der bisherigen Betriebskrankenkasse des Eisenbahndirektionsbezirkes Kattowitz eine Summe von einundeinerhalben Million Mark in bar in Anrechnung auf die später nach Artikel 208 vorzunehmende Übertragung der Fonds. Für die Übertragung der Fonds gemäß Artikel 312 des Friedensvertrags von Versailles zu übertragenden Fonds soll der 1. Januar 1922 maßgebend sein.

(3) Der Vorstand der bisherigen Betriebskrankenkasse des Eisenbahndirektionsbezirkes Kattowitz wird der im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets errichteten Betriebskrankenkasse mit der gleichen Maßgabe den Betrag von vierundeinerhalben Million Mark aus dem Vermögen der bisherigen Kasse überweisen.

(4) Ein von der polnischen Regierung zu bezeichnender Vertreter soll vom Übergange der Staatshoheit bis zur endgültigen Übertragung der Fonds das Recht haben, die Bücher des Kassenvorstandes, der das Vermögen der bisherigen Betriebskranken-

fonds de la caisse, et de se faire donner tous renseignements relatifs à leur administration.

§ 2

Les articles 174 à 177 s'appliquent *mutatis mutandis* aux assurances-maladie du personnel des chemins de fer.

Article 211

Les dispositions du chapitre II du présent titre s'appliquent *mutatis mutandis* aux assurances-accidents du personnel des chemins de fer, avec les modifications suivantes :

a) Aux articles 178 à 182 et 184, la date du transfert de la souveraineté remplacera celle du 1er janvier 1922, et à l'article 180, elle remplacera celle du 31 décembre 1921 ;

b) Il ne sera pas tenu compte des dispositions de l'article 183.

Article 212

Les dispositions des chapitres III et IV du présent titre s'appliquent *mutatis mutandis* aux assurances-invalidité et des survivants, et aux assurances des employés du personnel des chemins de fer.

Article 213

Les principes contenus au chapitre V du présent titre, ainsi que les dispositions de l'article 208 de ce titre, s'appliquent à toutes les assurances du personnel des chemins de fer visées à l'article 209.

Chapitre VIII

Oberschlesischer Knappschaftsverein

Article 214

§ 1

Les deux Gouvernements concluront un accord concernant la liquidation du *Oberschlesischer Knappschaftsverein*. Si cet accord n'est pas conclu le 15 novembre 1922, l'article 312 du Traité de Paix de Versailles sera applicable, à moins que les deux Gouvernements aient pu éliminer les divergences d'opinion subsistant entre eux au moyen d'une autre méthode de conciliation.

§ 2

Les deux Gouvernements s'entendront pour déterminer le régime d'administration du *Ober-*

kasse verwaltet, einzusehen und von ihm Auskunft über die Verwaltung zu verlangen.

§ 2

Die Artikel 174 bis 177 finden auf die Krankenversicherung der Eisenbahnbediensteten entsprechende Anwendung.

Artikel 211

Die Bestimmungen des zweiten Kapitels dieses Titels finden auf die Unfallversicherung der Eisenbahnbediensteten mit folgenden Maßgaben entsprechende Anwendung:

a) In den Artikeln 178 bis 182 und 184 tritt an die Stelle des 1. Januar 1922 und im Artikel 180 tritt an die Stelle des 31. Dezember 1922 der Zeitpunkt des Überganges der Staatshoheit.

b) Artikel 183 kommt nicht in Betracht.

Artikel 212

Die Bestimmungen des dritten und vierten Kapitels dieses Titels finden auf die Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung und auf die Angestelltenversicherung der Eisenbahnbediensteten entsprechende Anwendung.

Artikel 213

Die im 5. Kapitel dieses Titels enthaltenen Bestimmungen und die Vorschrift des Artikel 208 finden auf die im Artikel 209 bezeichneten Versicherungen der Eisenbahnbediensteten Anwendung.

Kapitel VIII

Oberschlesischer Knappschaftsverein

Artikel 214

§ 1

Die beiden Regierungen werden ein Abkommen über die Auflösung des Oberschlesischen Knappschaftsvereins schließen. Ist das Abkommen nicht am 15. November 1922 geschlossen, so findet Artikel 312 des Friedensvertrags von Versailles Anwendung, wenn die beiden Regierungen die zwischen ihnen bestehenden Meinungsverschiedenheiten nicht durch eine andere Schlichtungsart beseitigen konnten.

§ 2

Während der der Auflösung des Oberschlesischen Knappschaftsvereins vorangehenden Zeit werden sich

schlesischer Knappschaftsverein pendant la période précédant la liquidation. Jusqu'à ce que cette entente ait lieu, le règlement suivant sera appliqué.

1° L'*Oberschlesischer Knappschaftsverein* sera maintenu avec son organisation et sa sphère d'activité actuelles, et sans que rien soit changé à la compétence, à son égard, des autorités administratives et judiciaires.

2° Le Gouvernement polonais délègue un commissaire auprès de la direction du *Oberschlesischer Knappschaftsverein*. Ce commissaire recevra sur demande tous renseignements relatifs à l'administration. Il peut soulever des objections. Il sera tenu compte, dans toute la mesure du possible, des désirs exprimés par lui.

3° La direction du *Oberschlesischer Knappschaftsverein* donnera à un nombre raisonnable de personnes destinées à devenir fonctionnaires polonais du *Oberschlesischer Knappschaftsverein* l'occasion de se familiariser avec leurs tâches et fonctions ultérieures. En cas de divergences d'opinion concernant le nombre raisonnable, la Commission mixte statuera.

§ 3

Si l'entente prévue au paragraphe 2, phrase 1, du présent article, ne se réalise pas avant le 16 novembre 1922, le Gouvernement polonais pourra dénoncer vis-à-vis du Gouvernement allemand le règlement stipulé au paragraphe 2, chiffres 1 à 3, pour la fin de chaque mois à partir du 31 décembre 1922, moyennant préavis d'un mois.

Chapitre IX

Compétence de la Commission mixte

Article 215

La Commission mixte est compétente pour trancher les contestations qui s'élèveraient entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais au sujet de l'interprétation et de l'application de l'article 182 ; de l'article 183, alinéa 2, phrase 2 ; de l'article 184 ; de l'article 187 ; de l'article 191, alinéa 1, phrase 2, alinéas 2 et 3 ; de l'article 192, alinéas 1, phrase 2, alinéa 2 ; de l'article 194 ; de l'article 199, alinéa 1, phrase 2, alinéas 2 et 3 ; de l'article 200, alinéa 1, phrase 2 ; de l'article 202 ; de l'article 205 ; de l'article 206 et de l'article 207, ainsi que des dispositions analogues relatives aux assurances des employés des chemins de fer.

beide Regierungen über eine vorläufige Art seiner Verwaltung verständigen. Bis zu dieser Verständigung soll folgende Regelung Platz greifen.

(1) Der Oberschlesische Knappschaftsverein wird in seiner gegenwärtigen Organisation und seinem gegenwärtigen Tätigkeitskreis aufrechterhalten, ohne daß in bezug auf ihn etwas an der Zuständigkeit der Verwaltungs- und Gerichtsbehörden geändert wird.

(2) Die polnische Regierung entsendet einen Beauftragten zu der Direktion des Oberschlesischen Knappschaftsvereins. Dieser Beauftragte soll auf Verlangen jede Auskunft über die Verwaltung erhalten. Er darf Einwendungen geltend machen. Nach Möglichkeit ist seinen Wünschen Rechnung zu tragen.

(3) Die Direktion des Oberschlesischen Knappschaftsvereins soll einer angemessenen Anzahl von Personen, die bestimmt sind, polnische Beamte des Oberschlesischen Knappschaftsvereins zu werden, Gelegenheit geben, sich mit ihren künftigen Aufgaben und Tätigkeiten vertraut zu machen. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Angemessenheit der Zahl entscheidet die Gemischte Kommission.

§ 3

Kommt die im § 2 Satz 1 dieses Artikels vorgesehene Verständigung bis zum 10. November 1922 nicht zustande, so kann die polnische Regierung die im § 2 Ziffer 1 bis 3 vereinbarte Regelung für das Ende jedes Monats vom 31. Dezember 1922 ab unter Einhaltung einer Frist von einem Monat der deutschen Regierung kündigen.

Kapitel IX

Zuständigkeit der Gemischten Kommission

Artikel 215

Die Gemischte Kommission ist zuständig zur Entscheidung über alle Streitigkeiten zwischen der deutschen Regierung und der polnischen Regierung über die Auslegung und Anwendung des Artikel 182; des Artikel 183 Abs. 2 Satz 2; des Artikel 184; des Artikel 187; des Artikel 191 Abs. 1 Satz 2, der Abs. 2 und 3; des Artikel 192 Abs. 1 Satz 2, Abs. 2; des Artikel 194; des Artikel 199 Abs. 1 Satz 2, Abs. 2 und 3; des Artikel 200 Abs. 1 Satz 2; des Artikel 202; des Artikel 205; des Artikel 206 und des Artikel 207 sowie der entsprechenden Bestimmungen, die sich auf die Versicherungen des Eisenbahnpersonals beziehen.

Cinquième partie
Questions économiques

Titre premier
Régime Douanier

Chapitre premier
Dispositions générales

Article 216

La frontière douanière entre l'Allemagne et la Pologne dans le territoire plébiscité coïncidera avec la nouvelle frontière politique. Les législations douanières allemande et polonaise, ainsi que les tarifs douaniers qu'elles comportent, seront appliqués, sans intervention de l'autre partie, à l'intérieur de chacun des deux territoires douaniers, sous réserve des restrictions et exceptions convenues ci-après.

Article 217

1. — Pendant une période de six mois, les marchandises venant d'autres pays à destination du territoire plébiscité, qui auront acquitté les droits d'entrée à la frontière polonaise ou allemande avant la date du partage de la Haute Silésie, passeront la frontière en franchise.

2. — Il est convenu que cette période de six mois court dès la date du transfert de la souveraineté, et que les dispositions de l'alinéa 1 ne s'appliqueront qu'aux marchandises ayant acquitté les droits d'entrée avant le 1er novembre 1921.

Article 218

§ 1

Pendant une période de quinze années, les produits naturels, originaires et en provenance de l'une des deux parties du territoire plébiscité, destinés à être consommés ou utilisés dans l'autre partie, passeront la frontière en franchise.

§ 2

Seront considérés comme produits naturels : les céréales de toute espèce, les raves et betteraves de toute espèce, y compris les betteraves à sucre, le houblon, les pommes de terre, les fruits frais,

Teil V
Wirtschaftliche Bestimmungen

Titel I
Zollwesen

Kapitel 1
Allgemeine Bestimmungen

Artikel 216

Die Zollgrenze zwischen Deutschland und Polen in Oberschlesien fällt mit der neuen politischen Grenze zusammen. Innerhalb der beiden Zollgebiete bleiben die deutsche und die polnische Zollgesetzgebung nebst den zugehörigen Zolltarifen in autonomer Geltung, vorbehaltlich der in nachstehendem vereinbarten Beschränkungen und Ausnahmen.

Artikel 217

(1) Während eines Zeitraums von sechs Monaten werden die Waren, die von anderen Ländern kommend nach dem Abstimmungsgebiete bestimmt waren, und die die Einfuhrzölle an der deutschen oder der polnischen Grenze vor der Teilung Oberschlesiens bezahlt haben, zollfrei die Grenze überschreiten.

(2) Es besteht Einverständnis darüber, daß diese Frist von dem Tage des Überganges der Staatshoheit an zu laufen beginnt, und daß die Vereinbarung im Absatz 1 sich nur auf Waren bezieht, die bis zum 1. November 1921 die Eingangszölle bezahlt haben.

Artikel 218

§ 1

Während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren werden die natürlichen Erzeugnisse, die ihren Ursprung und ihre Herkunft in einem der beiden Teile des Abstimmungsgebiets haben, und die dazu bestimmt sind, in dem anderen Teile verbraucht oder verwendet zu werden, zollfrei über die Grenze gehen.

§ 2

Als natürliche Erzeugnisse sind anzusehen: Getreide aller Art, Rüben aller Art, einschließlich der Zuckerrüben, Hopfen, Kartoffeln, frisches Obst, Beeren, frisches Gemüse, frische Pilze, Heu, Stroh,

les baies, les légumes frais, les champignons frais, le foin, la paille, la glace naturelle, le sel, les pierres (brutes ou dégrossies, mais non autrement travaillées), la terre naturelle, le sable, le gravier, l'argile, l'ardoise, le bois (y compris le bois ébranché, mais non autrement travaillé), les fagots et ramilles.

§ 3

Les deux Gouvernements se réservent, pour le cas où des difficultés d'application surgiraient, d'entrer en pourparlers afin d'examiner si et dans quelle mesure l'application du système des contingents à certaines catégories de marchandises, pourrait faciliter les échanges.

Article 219

1. — Pendant une période de six mois, les produits bruts, demi-bruts ou demi-fabriqués, provenant des établissements industriels de l'une des deux parties du territoire plébiscité, destinés à être utilisés ou transformés dans les établissements industriels de l'autre partie, passeront la frontière en franchise.

2. — Les autorisations délivrées pour l'entrée de ces produits devront mentionner les établissements expéditeurs et destinataires.

Article 220

1. — Pendant une période de quinze ans, les produits bruts, demi-bruts ou demi-fabriqués, originaires et en provenance des établissements industriels de l'une des deux parties du territoire plébiscité, destinés à être transformés dans les établissements industriels de l'autre partie, passeront la frontière en franchise lorsqu'ils devront être réimportés dans leur pays d'origine.

2. — Les autorisations délivrées pour l'entrée de ces produits devront mentionner les établissements expéditeurs et destinataires.

Article 221

§ 1.

Le droit d'entrée en franchise stipulé à l'article 220, ne comporte que l'entrée en franchise dans le pays où a lieu la transformation des produits. Chaque pays conserve le droit de déterminer librement si, et dans quelle mesure, les produits transformés peuvent être réimportés en

natürliches Eis, Salz, Steine (roh oder roh behauene, sonst nicht weiter bearbeitet), natürliche Erde, Sand, Kies, Ton, Schiefer, Holz (auch entästet, aber sonst nicht weiter bearbeitet), Reisig.

§ 3

Beide Regierungen behalten sich vor, falls sich Schwierigkeiten ergeben sollten, in Verhandlungen darüber einzutreten, ob und inwieweit etwa für einzelne Warengruppen eine leichtere Handhabung des Verkehrs sich durch eine Kontingentierung ermöglichen läßt.

Artikel 219

(1) Während eines Zeitraums von sechs Monaten werden die Rohstoffe und Halbfabrikate der industriellen Betriebe der einen der beiden Teile des Abstimmungsgebiets, die dazu bestimmt sind, in den industriellen Betrieben des anderen Teiles verbraucht oder verarbeitet zu werden, zollfrei über die Grenze gehen.

(2) Die Zulassungsscheine für die Einfuhr dieser Erzeugnisse müssen die Absendestellen und die Empfangsstellen namhaft machen.

Artikel 220

(1) Während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren werden die Rohstoffe und Halbfabrikate, die ihren Ursprung und ihre Herkunft aus den industriellen Betrieben des einen der beiden Teile des Abstimmungsgebiets haben, und die dazu bestimmt sind, in den Betrieben des anderen Teiles verarbeitet zu werden, zollfrei über die Grenze gehen, wenn sie wieder in ihr Ursprungsland eingeführt werden müssen.

(2) Die Zulassungsscheine für die Einfuhr dieser Erzeugnisse müssen die Absendestellen und Empfangsstellen namhaft machen.

Artikel 221

§ 1

Das im Artikel 220 gewährte Recht des zollfreien Einganges bezieht sich nur auf die Eingangszollfreiheit in jenem Lande, in dem die Umarbeitung ausgeführt wird. Jedes Land behält sich das Recht vor, nach freiem Ermessen zu bestimmen, ob und inwieweit auf Grund der geltenden Vorschriften über den

franchise, — conformément aux dispositions en vigueur sur l'admission temporaire *(Veredelungsverkehr)* — dans le pays d'origine du produit brut, demi-brut ou demi-fabriqué *(Vorprodukt)*.

§ 2

Dans les cas prévus à l'article 220, il ne sera perçu aucun droit de sortie au passage de la frontière, ni à l'aller ni au retour.

§ 3

Dans les cas où les produits bruts, demi-bruts ou demi-fabriqués, destinés à la transformation par la voie de l'admission temporaire, tomberaient sous le coup de prohibitions d'importation ou d'exportation, les Parties contractantes accorderont des permis d'importation ou d'exportation pour ces produits. Elles accorderont également des permis d'exportation pour la réexpédition dans le pays d'origine des produits transformés. Si le produit transformé tombe, lors de la réexpédition dans le pays d'origine, sous le coup d'une prohibition d'importation, un permis d'importation devra être délivré.

Article 222

1. — L'expression « produits demi-bruts ou demi-fabriqués » employée aux articles 219 et 220, s'entend en règle générale uniquement des produits d'établissements industriels considérés par le destinataire comme produits demi-bruts ou demi-fabriqués, du fait qu'il les soumet à une nouvelle mise en œuvre industrielle ou à une nouvelle transformation pour en faire un nouvel article prêt soit à une transformation subséquente, soit à la consommation.

2. — L'expression « établissements industriels » employée aux articles 219 et 220, s'étend aux petits métiers et à la manufacture.

Article 223

1. — Il appartient à chacun des deux États de régler librement de quelle façon doit être faite dans chaque cas la preuve que les conditions prévues pour l'application de l'article 217, alinéa 1, de l'article 218, paragraphes 1 et 2, de l'article 219 et l'article 220, sont remplies.

2. — Pour l'administration de cette preuve et l'établissement de l'identité de la marchandise, on pourra avoir recours, suivant les cas, à des certificats d'origine, des quittances de douane, des correspondances commerciales, des lettres de voiture,

Veredelungsverkehr die veredelte Ware zollfrei in das Ursprungsland des Rohprodukts oder Halbfabrikats (Vorproduktes) wieder eingeführt werden kann.

§ 2

In den im Artikel 220 vorgesehenen Fällen soll beim Überschreiten der Grenze weder auf dem Hin- noch auf dem Rückwege ein Ausfuhrzoll erhoben werden.

§ 3

Falls die zur Veredelung bestimmten Rohstoffe und Halbfabrikate Einfuhr- oder Ausfuhrverboten unterliegen, werden die vertragschließenden Teile für diese Waren Ein- oder Ausfuhrbewilligungen erteilen. Ebenso werden sie die Ausfuhrbewilligungen für die veredelten Waren zur Rücksendung in das Ursprungsland erteilen. Falls die veredelte Ware bei der Rücksendung in das Ursprungsland dort einem Einfuhrverbot unterliegt, wird die Einfuhrbewilligung erteilt werden.

Artikel 222

(1) Unter Halbfabrikaten im Sinne der Artikel 219 und 220 versteht man im allgemeinen nur solche Erzeugnisse industrieller Betriebe, die für den Empfänger deshalb ein Halbfabrikat darstellen, weil sie von ihm einer weiteren Verarbeitung oder weiteren Umformung unterworfen werden, um zu einem anderen selbständigen weiter verarbeitungsfähigen oder gebrauchsfertigen Erzeugnis umgeformt zu werden.

(2) Der Ausdruck industrielle Betriebe in den Artikeln 219 und 220 umfaßt auch die gewerblichen und Handwerksbetriebe.

Artikel 223

(1) Es bleibt jedem der beiden Staaten überlassen, nach seinem Ermessen die Frage zu regeln, wie im einzelnen Falle der Nachweis der Erfüllung der Voraussetzungen für die Anwendbarkeit der Bestimmungen im Artikel 217 Absatz 1, Artikel 218 § 1, 2, Artikel 219, 220 zu führen ist.

(2) Zur Führung dieses Nachweises und zur Feststellung der Identität der Ware können je nach Lage des Falles Ursprungszeugnisse, Zollquittungen, kaufmännische Korrespondenzen, Frachtbriefe, Auszüge aus Geschäftsbüchern oder andere private Urkunden

des extraits de livres de commerce ou autres documents d'origine privée. Il appartiendra à chacune des deux Administrations des douanes d'apprécier dans chaque cas particulier si et dans quelle mesure la preuve doit être considérée comme faite, conformément aux règlements en vigueur dans son pays.

Article 224

1. — Conformément à l'article 268 du Traité de Paix de Versailles, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la partie polonaise du territoire plébiscité, seront reçus à leur entrée sur le territoire allemand en franchise de douane pendant une période de trois années. Cette période courra à dater de la notification du tracé de la frontière à l'Allemagne et à la Pologne.

2. — Le chapitre II du présent titre contient les détails relatifs à la mise en pratique des dispositions du présent article.

Article 225

§ 1

En ce qui concerne le régime d'exportation, les Parties contractantes s'engagent à faciliter, pendant une période de quinze ans, l'exportation de leurs territoires respectifs des produits indispensables pour l'industrie de l'une ou de l'autre partie du territoire plébiscité, en délivrant les permis d'exportation nécessaires et en autorisant l'exécution des contrats passés entre particuliers, étant entendu que les droits d'entrée seront payés par ces produits lors de leur importation en territoire allemand ou en territoire polonais, sauf les exceptions prévues aux articles précédents.

§ 2

1. — Les produits mentionnés au paragraphe précédent ne comprennent que des produits bruts, demi-bruts, demi-fabriqués ou finis, indispensables aux besoins directs de l'industrie de l'une ou de l'autre partie du territoire plébiscité, à l'exclusion, entre autres, des vivres.

2. — Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent non seulement à la grande industrie, mais encore aux petits métiers et à la manufacture.

§ 3

Les stipulations de l'article 223 s'appliquent *mutatis mutandis* au premier paragraphe du présent article.

verwendet werden. Es bleibt den beiderseitigen Zollbehörden überlassen, ob und inwieweit sie nach den in ihrem Lande bestehenden Bestimmungen im einzelnen Falle den zu führenden Beweis als erbracht ansehen.

Artikel 224

(1) Gemäß Artikel 268 des Friedensvertrags von Versailles werden die natürlichen Erzeugnisse oder die Fabrikate, die ihren Ursprung und ihre Herkunft in dem polnischen Teile des Abstimmungsgebiets haben, bei ihrem Eingang in das deutsche Gebiet während eines Zeitraums von drei Jahren von jeder Zollabgabe befreit. Diese Frist wird mit der Bekanntgabe der neuen Grenze an Deutschland und an Polen zu laufen beginnen.

(2) Die in Kapitel 2 enthaltenen Vereinbarungen sind zum Zwecke der Durchführung dieser Bestimmungen getroffen worden.

Artikel 225

§ 1

Die vertragschließenden Teile verpflichten sich, während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren die Ausfuhr von Erzeugnissen aus ihren Gebieten zu erleichtern, die für die Industrie des einen oder des anderen Teiles des Abstimmungsgebiets unentbehrlich sind. Sie werden die notwendigen Ausfuhrgenehmigungen erteilen und die Ausführung der zwischen Privatpersonen geschlossenen Verträge unter der Voraussetzung gestatten, daß die Einfuhrabgaben von diesen Erzeugnissen bei ihrer Einfuhr in deutsches bzw. polnisches Gebiet bezahlt werden, soweit nicht in den vorhergehenden Artikeln Ausnahmen vorgesehen sind.

§ 2

(1) Unter den im § 1 dieses Artikels erwähnten Erzeugnissen sind nur die Rohprodukte, Halbfabrikate und Fertigerzeugnisse, die für die Industrie des einen oder des anderen Teiles des Abstimmungsgebiets unmittelbar unentbehrlich sind, und insbesondere nicht etwa Lebensmittel zu verstehen.

(2) Die Bestimmungen des § 1 dieses Artikels finden nicht nur auf die Großindustrie, sondern auch auf gewerbliche und Handwerksbetriebe Anwendung.

§ 3

Die Bestimmungen des Artikels 223 finden auf § 1 dieses Artikels entsprechende Anwendung.

Article 226

§ 1

Les périodes de six mois ou de quinze ans mentionnées aux articles 218, 219 et 220 et au paragraphe 1 de l'article 225, courent dès la date du transfert de la souveraineté.

§ 2

Sous réserve des dispositions qui suivent, la franchise de douane stipulée aux articles 217, 218, 219, 220 et 224 se rapporte uniquement aux droits d'entrée et de sortie; elle ne se rapporte point aux impôts intérieurs, droit de manipulation douanière, redevances prélevées à l'occasion de la délivrance de permis d'entrée ou de sortie, droits de statistique.

§ 3

En ce qui concerne l'exportation des fruits frais, des baies, légumes frais, foin, paille, pierres (brutes ou dégrossies, mais non autrement travaillées), terre naturelle, sable, gravier, argile et ardoise, dans la mesure où ces produits tombent sous l'application du paragraphe 1 de l'article 218 et seraient l'objet dans l'un des deux pays de prohibitions d'importation ou d'exportation, les deux Gouvernements accorderont des permis d'importation ou d'exportation sans prélever de redevance à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ou de la délivrance de ces permis.

§ 4

En outre, si des produits visés à l'article 219 étaient l'objet de prohibitions d'importation ou d'exportation, les deux Gouvernements accorderaient des permis d'importation ou d'exportation, sans prélever de redevance à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ou de la délivrance de ces permis.

Article 227

§ 1

1. — Seront considérés comme produits indispensables aux besoins directs de l'industrie de l'une ou de l'autre partie du territoire plébiscité, les produits satisfaisant aux conditions suivantes :

a) la marchandise, telle qu'elle est demandée, doit être disponible dans le pays fournisseur en quantités suffisantes pour les besoins de son industrie ;

b) tant qu'un des deux États demandera à l'autre, en se basant sur l'article 225, para-

Artikel 226

§ 1

Der Lauf der in den Artikeln 218, 219, 220 sowie im Artikel 225 § 1 erwähnten Fristen von sechs Monaten oder fünfzehn Jahren beginnt mit dem Tage des Überganges der Staatshoheit.

§ 2

Die in den Artikeln 217, 218, 219, 220 und 224 vereinbarte Zollfreiheit bezieht sich vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen lediglich auf die Ein- und Ausfuhrzölle. Sie bezieht sich keineswegs auf die inneren Steuern, die Zollmanipulationsgebühren, die Abgaben für die Bewilligung der Ein- und Ausfuhrerlaubnis und auf statistische Gebühren.

§ 3

Was die Ausfuhr von frischem Obst, Beeren, frischem Gemüse, Heu, Stroh, Steinen (roh oder roh behauen, nicht anderweit bearbeitet), natürlicher Erde, Sand, Kies, Ton und Schiefer anlangt, werden die beiden Regierungen, falls diese Erzeugnisse den Bedingungen des Artikels 218 § 1 entsprechen und in einem der beiden Länder mit Ein- und Ausfuhrverboten belegt sind, Ein- oder Ausfuhrbewilligungen erteilen und von der Erhebung von Ein- und Ausfuhrabgaben absehen.

§ 4

Beide Regierungen werden ferner, falls die im Artikel 219 genannten Erzeugnisse Ein- oder Ausfuhrverboten unterliegen sollten, Ein- oder Ausfuhrbewilligungen erteilen, ohne Ein- und Ausfuhrabgaben zu erheben.

Artikel 227

§ 1

(1) Als die für die unmittelbaren Bedürfnisse der Industrie des einen oder des anderen Teiles des Abstimmungsgebiets unentbehrlichen Erzeugnisse sind Erzeugnisse anzusehen, die den nachstehenden Bedingungen entsprechen:

a) Die angeforderte Ware muß als solche in dem Lieferungsland in einer für den Bedarf der Industrie dieses Landes ausreichenden Menge vorhanden sein;

b) solange einer der beiden Staaten unter Berufung auf Artikel 225 § 1 von dem anderen Staate die

graphe 1, de lui fournir des marchandises, il ne pourra exporter ces marchandises ou des marchandises identiques produites sur son territoire. Toutefois, l'exportation dont il est ici question ne comprend ni l'exportation dans le pays fournisseur, ni l'exportation dans des pays tiers de quantités ne dépassant pas 5% des quantités disponibles à l'intérieur, à l'exclusion des quantités importées de pays tiers.

2. — Ces conditions étant respectées, chacun des deux États se déclare prêt à accorder à l'autre un droit de priorité sur l'excédent disponible pour l'exportation, existant sur son propre territoire.

§ 2

1. — En ce qui concerne les contrats de droit privé conclus avant le 1er novembre 1921, les deux États sont prêts à en autoriser l'exécution pendant un délai de dix-huit mois à dater du transfert de la souveraineté, aux mêmes conditions, notamment de prix, que celles qui régissent l'exécution de tels contrats à l'intérieur du pays.

2. — L'exécution de contrats conclus après le 1er novembre 1921 reste soumise aux dispositions spéciales en vigueur dans chacun des deux pays.

§ 3

1. — Chacune des deux Parties contractantes s'engage à accorder, pendant une période de cinq ans à dater du transfert de la souveraineté, aux usines du territoire de Haute Silésie de l'autre partie qui fondent la ferraille, des permis d'exporter hors de leur territoire de la ferraille de toute espèce et de quelque provenance que ce soit, pourvu que cette ferraille soit fondue dans des usines existant à la date du transfert de la souveraineté et en faveur desquelles les permis ont été accordés, et dans les limites des quantités de ferraille à acheter pour permettre une production égale à la production moyenne de fer brut et d'acier pendant les années 1913 et 1920. Les deux Gouvernements s'abstiendront de tout contrôle de prix jusqu'à la date du 1er Mai 1924.

2. — Les achats de ferraille, de quelque provenance que soit celle-ci, se feront autant que possible en commun pour l'Allemagne et la Pologne par la voie d'une coopération organisée. Les deux Gouvernements s'emploieront à hâter autant que possible la création des organisations nécessaires.

Lieferung von Erzeugnissen verlangt, kann er diese Erzeugnisse oder gleichartige Erzeugnisse nicht aus seinem Gebiet ausführen. Jedoch soll die Ausfuhr, von der hier die Rede ist, weder die Ausfuhr nach dem Lieferlande noch die Ausfuhr nach einem dritten Lande umfassen, wenn letztere Ausfuhr fünf vom Hundert der im Innern verfügbaren Menge unter Ausschluß der aus dritten Ländern eingeführten Menge nicht übersteigt.

(2) Solange diese Bedingungen eingehalten werden, erklärt sich jeder der beiden Staaten bereit, dem anderen das Vorrecht auf den zur Ausfuhr verfügbaren Überschuß des Vorrats auf seinem Gebiet zu erteilen.

§ 2

(1) Was die vor dem 1. November 1921 geschlossenen Privatverträge anlangt, so sind beide Staaten bereit, ihre Ausführung innerhalb anderthalb Jahren vom Tage des Überganges der Staatshoheit an gerechnet zu denselben Bedingungen, insbesondere hinsichtlich der Preise zuzulassen, welche für die Ausführung solcher Verträge im Innern des Landes maßgebend sind.

(2) Die Erfüllung der nach dem 1. November 1921 abgeschlossenen Verträge wird den in jedem der beiden Länder bestehenden besonderen Bestimmungen unterworfen.

§ 3

(1) Die vertragschließenden Teile verpflichten sich, während eines Zeitraums von fünf Jahren vom Übergange der Staatshoheit an gerechnet, den Alteisen verarbeitenden industriellen Betrieben des oberschlesischen Gebiets des anderen Teiles Bewilligungen für die Ausfuhr von Alteisen aller Art und welcher Herkunft auch immer aus ihrem Gebiete zu erteilen mit der Maßgabe, daß dieses Alteisen in den zur Zeit des Überganges der Staatshoheit bestehenden Werken, zu deren Gunsten die Bewilligung erteilt worden ist, in dem Ausmaß des für die Durchschnittserzeugung von Roheisen und Stahl in den Jahren 1913 und 1920 verwendeten Zukaufsschrotts verarbeitet wird. Beide Regierungen werden dabei bis zum 1. Mai 1924 von einer Preisprüfung absehen.

(2) Der Einkauf des Alteisens (gleichgültig welcher Herkunft) soll für Deutschland und Polen tunlichst gemeinsam in organisiertem Zusammenhang erfolgen. Beide Regierungen werden sich das baldige Zustandekommen der entsprechenden Organisationen angelegen sein lassen.